

Cahier des charges valant acte d'engagement

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



Création et réalisation d'outils de communication multi-supports dans le cadre de la compétence sanitaire et sociale de la Collectivité de Corse

MARCHE N°	
MONTANT € HT	MINI 5 000 € HT- MAXI 39 500 € HT
NOTIFIÉ LE	/ / 2 0

Accord cadre à bons de commande

(Articles 2123-1, 2125-1 accord cadre et R. 2162-1, 2162-6 et R2122-8 du code de la commande publique)

En dessous des seuils des procédures formalisées, les accords-cadres peuvent être conclus dans le cadre d'une procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique « L'acheteur peut recourir à une procédure adaptée pour passer : 1° Un marché dont la valeur estimée hors taxes du besoin est inférieure aux seuils européens mentionnés dans un avis qui figure en annexe du présent code ; 2° Un lot d'un marché alloué dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes : a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ou à 1 million d'euros hors taxes pour des travaux ; b) Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots ; 3° Un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; 4° Un marché ayant pour objet, quelle que soit la valeur estimée du besoin, un ou plusieurs des services juridiques suivants : a) Services juridiques de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'une procédure juridictionnelle, devant les autorités publiques ou les institutions internationales ou dans le cadre d'un mode alternatif de règlement des conflits ; b) Services de consultation juridique fournis par un avocat en vue de la préparation de toute procédure visée au a ou lorsqu'il existe des signes tangibles et de fortes probabilités que la question sur laquelle porte la consultation fera l'objet d'une telle procédure. ». Par ailleurs, quel que soit le montant estimé du besoin, les acheteurs peuvent également mettre en œuvre une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-2 « Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services sociaux mentionnés au 3° l'article R. 2123-1 et d'autres services à l'exception des services juridiques de représentation mentionnés au 4° du même article, il est passé conformément aux règles applicables à celles de ces deux catégories de services dont la valeur estimée est la plus élevée. Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services mentionnés au 3° de l'article R. 2123-1 et des services juridiques de représentation définis au 4° du même article, l'article R. 2123-3 s'applique. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la catégorie de services dont la valeur estimée est la plus élevée, le marché est passé conformément aux règles applicables aux services autres que ceux mentionnés au 4° de l'article R. 2123-1. » du code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre porte sur la catégorie de services dits « sociaux et autres services spécifiques ». Pour les accords-cadres comportant un maximum, la valeur à prendre en compte pour la détermination de la procédure de passation applicable correspond à ce maximum multiplié, le cas échéant, par le nombre de périodes de reconduction. En effet, en cas d'accord-cadre avec un maximum qui ne serait pas conclu pour une durée ferme, il convient d'indiquer un maximum par période (ferme puis par reconduction). Lorsque l'accord-cadre ne fixe pas de montant maximum, la valeur estimée du besoin est réputée excéder le seuil de procédure formalisée et ce, même si la valeur estimée de l'accord-cadre est inférieure aux seuils des procédures formalisées ou au seuil de publicité au JOUE pour les marchés de services du 3° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique. L'article L. 2125-1 du code de la commande publique définit la notion d'accord-cadre comme un contrat « qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée... ». Le recours aux accords-cadres est stipulé au sein des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique, qui prévoient plusieurs modalités d'exécution.

Article R2122-8 du Code de la Commande Publique

L'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes ou pour les lots dont le montant est inférieur à 40 000 euros hors taxes et qui remplissent la condition prévue au b du 2° de l'article R. 2123-1.

L'acheteur veille à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Rappel : Trois exigences permettent de garantir le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

nf

Cahier des charges valant acte d'engagement

Lorsque le montant estimé du marché public est inférieur à 40 000 euros HT et que l'acheteur décide que le marché public sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, il doit veiller à : choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

Date limite de réception des offres : le mardi 8 février 2022 à 18h00

Adresse de réception des offres : Collectivité de Corse – Direction de la Communication - Hôtel de la CdC - 22 Cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex 1

Création et réalisation d'outils de communication multi-supports dans le cadre de la compétence sanitaire et sociale de la Collectivité de Corse

Identification du pouvoir adjudicateur :

Dossier suivi par	Direction de la Communication institutionnelle
Nature du marché	Marché public de prestations intellectuelles
Imputation budgétaire	Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif. Le marché sera financé par les crédits inscrits au Budget de la Collectivité de Corse (CdC), Direction de la Communication, N 6121 C, 930, 93022, 6238 / EM5700562

Maître d'ouvrage : Collectivité de Corse, Direction de la Communication Institutionnelle

Adresse : Collectivité de Corse, 22 Cours Grandval, BP 215, 20187 AJACCIU cedex 1

Téléphone : 04 95 51 64 20

Courriel : clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica ;
laurence.tommasi@isula.corsica

Adresse internet : www.isula.corsica

Signataire du marché :	Le Président du Conseil Exécutif de Corse
Maître d'œuvre (interne):	
Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :	M. le Président du Conseil Exécutif de Corse
Ordonnateur :	M. le Président du Conseil Exécutif de Corse
Comptable assignataire des paiements :	M. le Payeur de Corse
Imputation budgétaire :	N6121C - 930 - 0202 - 6238/EM5700562

Contractant(s)

Signataire

Nom : FERREIRA

Prénom : NARIS

Qualité : Chef

Cahier des charges valant acte d'engagement

- ☐ Signant pour mon propre compte
☒ Signant pour le compte de la société
☐ Signant pour le compte de la personne publique prestataire

et

- ☐ Agissant en tant que prestataire unique
☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après
☐ Solidaire ☐ Conjoint

Prestataire individuel ou mandataire du groupement

Raison sociale :

Adresse :

Code postal :

Bureau distributeur :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIRET :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code NAF/APE :



Pôle de Suartello II – Route de Mezzavia – 20090 AJACCIO

Tél: 04.95.10.70.74 - Fax : 04.95.10.70.83

www.eventcom.fr

Siret n° 4324211210026 – TVA intra FR 22 432421121

En cas de groupement, cotraitant n°1

Raison sociale :
Adresse :
Code postal :
Bureau distributeur :
Téléphone :
Fax :
Courriel :
Numéro SIRET :
N° Registre commerce :
N° Répertoire des Métiers :
Code NAF/APE :

Cotraitant n°2

Raison sociale :
Adresse :
Code postal :
Bureau distributeur :
Téléphone :
Fax :
Courriel :
Numéro SIRET :
N° Registre commerce :
N° Répertoire des Métiers :
Code NAF/APE :

1. CONTEXTE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La Collectivité de Corse dispose de larges compétences dans les domaines santé et social, anciennement dévolues aux conseils départementaux, depuis sa fusion le 1^{er} janvier 2018. Elle affronte chaque année des situations sanitaires pour lesquelles elle met en place des dispositifs qu'elle a le devoir de porter à la connaissance de la population insulaire (ex : communications des

Cahier des charges valant acte d'engagement

comportements à adopter lors des plans blancs dans le cadre de son partenariat avec les hôpitaux, plans bleus dans le cadre de la gestion des Ehpad qui lui est dévolue, événements climatiques ou épidémiques (grand froid, sécheresse, épidémies sanitaires...). Le CdC communique également sur ses politiques sanitaires et sociales, ainsi que sur ses dispositifs sociaux (ex : ateliers bien-être à destination des seniors, conférences aux partenaires, etc.).

Dans ce contexte, la Direction de la communication institutionnelle de la Collectivité de Corse souhaite s'assurer la collaboration d'une agence de communication capable de concevoir des campagnes de communication publique, et réaliser les différents travaux graphiques et supports afférents.

Fort d'une expertise extérieure nourrie d'expériences diversifiées dont il fera bénéficier la Direction de la communication, le prestataire se distinguera notamment par ses capacités de conception et de création de campagnes ainsi que par une grande disponibilité.

Ce dernier devra être capable de développer des actions et des outils de communication adaptés à des publics divers (usagers, administrés, jeunes, personnes âgées, grand public, entreprises...) ainsi qu'à des cibles micro-régionales, insulaires, voire internationales. Une variété de supports (print, web, audio, etc.) devra pouvoir être mise en œuvre sur sa proposition, et de manière adaptée à des temporalités et objectifs divers.

Ainsi le prestataire pourra être sollicité par la Direction de la communication pour concevoir, réaliser, adapter ou mettre à jour :

- des concepts et opérations de communication, à caractère promotionnel, pédagogique ou relayant des messages de santé publique, diffusés via des supports dédiés (affiches, flyers, fascicules...), les médias institutionnels (print, sites Internet, réseaux sociaux, applications mobiles), les médias indépendants (annonce publicitaire, publi-rédactionnel) ou les réseaux sociaux ;
- des messages rédactionnels de tous types (accroches, messages promotionnels, contenus informatifs développés) ;
- des logotypes, identités visuelles, chartes graphiques intégrant les supports print et web ;
- des créations graphiques adaptables à tous formats print (affiches, flyers, dépliants), web (bannières, skyscraper, pop-up, habillage), signalétique ou objets publicitaires ;
- le webdesign de sites/blogs généralistes ou thématiques ;
- des supports de présentation Powerpoint ;
- des films/ vidéos d'animation ou motion design.

Enfin, de façon accessoire et en complément, un accompagnement stratégique en communication pourra permettre d'adapter la campagne de communication, à travers ses messages afin de gagner en cohérence par rapport à la stratégie globale poursuivie dans ces domaines de santé publique et politique sociale de la Collectivité de Corse.

2. DÉFINITION ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

PARTIE A - CONCEPTION, CREATION DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION SOCIAL SANTE

Délai normal de réalisation

Le délai normal maximum de réalisation est de huit (8) jours ouvrés.

En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 24h00 (cf. article3).

A.1- Élaboration d'un concept de campagne

Le prestataire propose un concept de campagne de communication en réponse à une problématique de communication formulée par la Direction de la Communication institutionnelle et la DGA Santé Social. La proposition doit détailler dans une recommandation stratégique, les objectifs, les publics

AF

Cahier des charges valant acte d'engagement

cibles, le parti pris de conception, 2 axes créatifs et les messages en adéquation avec les orientations et préconisations de la stratégie globale de communication de la Collectivité de Corse.

La proposition de concept de campagne de communication est traduite ensuite dans un plan d'action de communication qui détermine précisément les outils de communication préconisés, les compétences mobilisées, l'évaluation des coûts, le calendrier détaillé de leur mise en œuvre.

À la demande de la Direction de la Communication institutionnelle (sur bons de commande), le titulaire élabore tout ou partie des outils de communication afférents au plan de communication dans les conditions précisées aux paragraphes suivants.

Néanmoins, la Collectivité de Corse reste libre de confier l'exécution du concept ou de certaines de ses traductions (création graphiques, charte graphique, messages pour tout ou partie, etc.) à un ou plusieurs autres tiers prestataires ou à ses propres services.

A.2- Élaboration d'un concept créatif pour une opération de communication

Dans le cadre de la promotion d'un nouveau service ou d'un dispositif dans le cadre des politiques santé social menées par la Collectivité de Corse, la Direction de la Communication institutionnelle sera amenée à solliciter le titulaire pour la conception et la mise en forme de concepts créatifs à l'attention de ses publics cibles. Dans certains cas, la recherche et la création d'une signature, d'un slogan ou d'une phrase-clé pourront faire partie intégrante de la demande.

Les livrables attendus sont des propositions créatives comprenant a minima :

- proposition simple :
 - une maquette de visuel générique
- proposition élaborée :
 - une note d'intention d'une dizaine de lignes (recommandation du parti pris créatif : tonalité, style, avec un territoire visuel (styles d'illustrations, animations ou photographies pressentis, les univers de couleurs...)
 - une ou deux pistes créatives avec maquettes

L'ensemble de ces prestations peut être destiné à un ou plusieurs supports de communication : édition, affichage, social media, display, audiovisuel...

A.3- Recherche et création d'une identité visuelle

Dans le cadre de la mise en place d'une architecture de marque claire et cohérente, la Direction de la Communication institutionnelle peut commander la création d'une nouvelle identité visuelle destinée à l'identification, la valorisation et à la diffusion de ses actions sur la compétence particulière de la Santé-social, ainsi qu'à la promotion de ses services ou de ceux rendus, y compris à titre commercial, par tout organisme dépendant d'elle.

La Direction de la Communication institutionnelle distingue deux niveaux de prestations pour les travaux relatifs à la création d'une identité visuelle.

- Simple : concerne un projet dont les contours seront déjà définis et cadrés par un brief très précis et appelle une réponse du prestataire qui proposera directement une proposition graphique,
- Élaboré : un besoin qualifié d'élaboré ou de complexe nécessite la réalisation d'un benchmark ou d'une étude de tendances, une recommandation, permettant de qualifier plus précisément la réponse apportée qui se formalisera par 2 propositions graphiques, avec des déclinaisons et des maquettes de mise en situation.

A.4- Élaboration de la charte éditoriale

Cahier des charges valant acte d'engagement

La charte éditoriale s'appuiera sur les éléments de la stratégie éditoriale de la Collectivité de Corse concernant la description précise des cibles et des objectifs du dispositif d'information concerné (faire découvrir, informer, faire participer, inciter à agir, etc.); ainsi que la stratégie de contenus, angle éditorial (parti-pris et principes éditoriaux), ton (de connivence, intimiste, chaleureux, engagé, institutionnel...)

Le livrable comportera :

- la présentation des principes éditoriaux des titres, textes, liens, boutons, puces, les styles de police à employer pour les textes (famille, taille, couleur...),
- les types d'images (formats, dimensions),
- les types d'illustration (pictogrammes, graphiques,...)
- et concernera l'ensemble des supports de communication externe (publications print et web) du secteur Social Santé.

A.5- Création de logo et déclinaison

Les recherches et créations de logotype doivent être accompagnées d'une note d'intention et proposer 2 pistes créatives. L'étude du logo retenu comprend :

- les mises en situation à différents formats, le plus petit étant la signature partenaire en bas d'un document 10X21 et le plus grand un plein format A3,
- une proposition monochrome, en niveau de gris et en réserve et au trait.

Dans certains cas une déclinaison du logo créé peut être nécessaire, par exemple pour son utilisation sur l'ensemble des territoires de la Collectivité de Corse ou dans le cas d'une adaptation de l'ancien exercice par le CD2A ou par le CD2B à la nouvelle Collectivité de Corse.

A.6 - Recherche et conception de nom

Dans le cadre du déploiement de ses politiques sur sa compétence Social Santé, la Collectivité de Corse peut être amenée à créer un service ou un événement nécessitant une recherche et création de nom.

Cette prestation comprend une recommandation et 2 propositions et s'inscrit dans une démarche globale avec une recherche d'antériorité, une vérification juridique et le dépôt du nom de marque retenu.

A.7- Création d'une signature ou d'un slogan

Pour afficher un positionnement clair, il peut être nécessaire de travailler sur la conception d'une signature ou d'un slogan, qui accompagnerait un nom récemment créé ou viendrait en support d'une communication existante. Cette conception s'appuie sur une note d'intention débouchant sur 2 propositions. L'une d'entre elle intégrera de la langue corse.

A.8- Élaboration d'une charte graphique

La Direction de la Communication institutionnelle distingue deux niveaux de prestations pour l'élaboration d'une charte graphique

- Simple : la charte concerne la grille de construction du logo avec un livre des normes et utilisations strictes du logo
- Élaborée : création d'un système graphique (typographie, couleurs, principes graphiques et iconographiques composant un territoire visuel pérenne) et sa charte d'utilisation avec proposition de gabarits pour l'ensemble des supports : print, digitaux, social-media, audiovisuels, événementiels, média, signalétique, marquage...

Cahier des charges valant acte d'engagement

A.9- Cessions de droits

Le titulaire cèdera ses droits sur chaque campagne ou concept créatif / visuel générique créée pour permettre leur réédition au cours des années suivantes. Cette cession des droits s'exerce dans le cadre de l'article 7 du présent DCE.

PARTIE B – REALISATION GRAPHIQUE DES SUPPORTS PRINT ET WEB DESIGN, REDACTION,

Délai normal de réalisation

Le délai normal maximum de réalisation est de cinq (5) jours ouvrés. En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 24h00 (cf. article3).

B.1- Déclinaison du visuel générique de communication pour un document unique

Cette prestation concerne la mise en œuvre d'un concept de campagne ou d'un visuel générique sur l'ensemble des supports Print et Web prévus au plan de communication.

On entend par visuel, le montage de plusieurs éléments graphiques (photo, typo, illustrations, photo composite à partir de fichiers pixels haute définition provenant de prises de vues dont la CdC est propriétaire, de prises de vues réalisées par le prestataire ou d'achat d'art, etc.).

Cette création graphique devra répondre à des impératifs d'utilisation, aux qualités de lisibilité attendues et s'intégrer au principe de cohérence graphique déterminé par l'univers de l'identité visuelle de la Collectivité de Corse.

Cette prestation pourra s'exprimer à travers différentes réponses suivant le cahier des charges défini par la Direction de la Communication de la CdC.

Elle sera déclinée pour des documents uniques, selon différents formats :

- inférieur à de l'A2 (affiches, flyer, dépliant, support événementiel, web...)
- inférieur à de l'A0 (panneaux d'expo ou support événementiel...)
- supérieur à de l'A0 (panneaux d'expo, 4x3...).

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

B.2- Création d'un principe de mise en page pour document de plusieurs pages

Cette prestation correspond à déterminer les principes graphiques généraux de la maquette : format, grille, choix typographiques de titrage et de textes courants, pages types (1^{ère} et 4^e de couverture, ouvertures de chapitres...), charte colorielle, style iconographique...

Elle sera déclinée pour des documents de plusieurs pages, selon différentes paginations:

- création de mise en page pour un support comprenant plusieurs pages (de 2 à 16 pages).
- création d'une mise en page pour une brochure de plus de 16 pages.

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

B.3 (et B.16) Mise au format des documents print ou web design : adaptation, mise à jour, et mise au format

RF

Cahier des charges valant acte d'engagement

Cette prestation concerne des adaptations mineures de documents existants pouvant porter sur des changements de formats, des corrections de textes, des changements d'images ou de logos dans le cadre d'une mise à jour des outils de communication existants (corrections minimales ou mise au formats de travaux existants).

RÉDACTION

B.4- Création d'un message court

On entend par message court, la rédaction d'un contenu de communication Print ou/et Web ne contenant pas plus de 75 mots et proposant deux variantes au moins, soit pour l'organisation, soit pour la titraille, soit pour les deux. Destiné à l'affichage, la radio ou le web, ce message intégrera de la langue corse.

B.5- Conception/Rédaction de contenus destinés à l'édition

Cette prestation porte sur le travail de rédaction de contenus de communication Print et Web réalisé par un rédacteur professionnel, accompagné ou non d'un fond documentaire.

La prestation comprend :

- le temps de préparation (recherches, propositions d'angles, etc.),
- la rédaction avec plusieurs allers et retours de corrections avec la Direction de la Communication institutionnelle,
- l'enrichissement de texte,
- la structuration des contenus,
- de l'injection de mots clés avec leurs variantes aux endroits stratégiques du texte.

B.6- Réécriture de contenus

Cette prestation porte sur la réécriture de textes (titrilles, reformulation, adaptation du style, agencement des contenus etc.) dans un but d'adaptation à différents supports pour leur édition, sur la base de textes fournis par la Direction de la Communication institutionnelle avec au maximum trois allers et retours de corrections.

ÉLÉMENTS DE DESIGN

B.7- Création d'une illustration

Il est attendu pour cette prestation, la réalisation d'un dessin exécuté avec des logiciels de PAO ou suivant des techniques traditionnelles, venant amplifier, décrire ou prolonger un texte et susciter l'émotion. L'illustration devra être livrée dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable pour toute exécution à partir de logiciels de dessin et sur document original dans le cadre d'un travail exécuté avec des outils traditionnels. Dans tous les cas le travail sera cédé à la Collectivité de Corse libre de tous droits dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, png et pdf.

Livrable par fichier HD natif tous droits cédés.

B.8- Création de pictogrammes

Le pictogramme est une illustration dessinée et schématique représentant une figure ou une action, qui pourrait être utilisé par le Direction de la Communication institutionnelle dans le cadre de la mise en place d'une signalétique ou d'une interface utilisateur pour des services en ligne par exemple.

Cette prestation correspond à la création d'une série de pictogrammes (base de 1 à 5 pictogrammes avec ou sans série de pictogrammes supplémentaire), pour une utilisation en édition, web ou vidéo.

DF

Cahier des charges valant acte d'engagement

Le prestataire proposera 2 pistes créatives pour le traitement des pictogrammes. A l'issue de la présentation, une série d'aller et retour devra être prise en compte jusqu'à obtention d'une proposition validée.

La déclinaison des pictogrammes est effectuée après validation d'une des pistes créatives par la Direction de la Communication institutionnelle, et sur la base d'une liste de symboles imaginés par le prestataire et/ou indiqués par la Direction de la Communication institutionnelle.

La livraison comprend l'ensemble des pictogrammes dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, png et pdf, tous droits cédés.

Livrable par fichier HD natif tous droits cédés.

B.9- Création d'une infographie, d'un plan simple ou élaboré

On entend différencier l'infographie de l'illustration par sa portée informative et pédagogique. L'infographie doit simplifier les instructions, symboliser, expliciter, voire se substituer au texte.

Les représentations graphiques attendues doivent être en mesure de représenter des données complexes et sont destinées à simplifier l'information. Elles doivent mettre en valeur la donnée, les analyses et les éléments rédactionnels de façon lisible et percutante, sous la forme de courbes, histogrammes, camemberts ou autres représentations, créatifs et en cohérence avec l'univers graphique de l'identité visuelle de la métropole. Les représentations graphiques seront livrées à la Collectivité de Corse dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg. et pdf, tous droits cédés.

Pour le plan, il convient de distinguer plusieurs types de réalisations regroupées sous la dénomination de plan.

- La création d'un simple plan d'accès ou plan masse (1 livrable)
- La création d'un plan élaboré, à redessiner entièrement à partir d'éléments de cartographie numérique avec insertion de légendes, pictogrammes, photos ou visuels (2 livrables)

Pour chacun de ces travaux la prestation doit comprendre la cession de l'ensemble des fichiers source et le plan au format vectoriel.

ÉLÉMENTS DE PRÉSENTATION

B.10- Création de masques Powerpoint ou modèles Word

La Direction de la Communication institutionnelle peut demander un appui technique au déploiement de modèles de présentation à diffuser au sein des directions de la DGA ou pour ses établissements de services sociaux recevant du public

Cette prestation consiste à réaliser les modèles de masques Powerpoint ou modèles Word en accord avec la charte graphique institutionnelle prêts à être utilisés pour une présentation Powerpoint ou la réalisation d'une affiche au public par l'ensemble des services de la DGA Santé Social, y compris par des personnels non spécialisés.

Les modèles de masques contiendraient une page de garde, une page de titre, une page de texte, une page de graphiques). Livrable : fichier PPT ou modèle Word.

B.11- Création de présentation Powerpoint simple

A partir des modèles de masques Powerpoint, la Direction de la Communication institutionnelle peut demander la réalisation complète d'une présentation dont la structure documentaire serait réalisée en interne, pour répondre à un besoin ponctuel. Cette présentation contiendrait une 20aine de slides. Livrable : fichier PPT ou DOTX.

B.12- Création de diaporama

La création de diaporamas, simples ou élaborés fait l'objet d'une commande spécifique correspondant à un besoin lié soit à l'animation d'un événement de communication interne aux établissements de la DGA, soit à l'animation de réunions publiques, soit pour une diffusion sur des salons grand public ou professionnels où la Collectivité de Corse serait présente.

Cahier des charges valant acte d'engagement

Au titre de cette mission, le prestataire devra :

- concevoir le synopsis de la présentation Powerpoint à partir de contenus rédactionnels et iconographiques fournis par la Direction de la Communication institutionnelle ;
- reformuler et adapter, si nécessaire, dans certains cas, ces contenus rédactionnels et iconographiques pour un impact accru ;
- présenter une proposition graphique en cohérence avec l'univers de la CdC ;
- composer les slides de la présentation Powerpoint et l'animation de cette dernière ;
- vérifier la compatibilité technique de la présentation Powerpoint avec ses conditions d'utilisation.

Livrable : fichier PPT.

CRÉATIONS SONORES

B.13- Création d'une identité sonore

Pour renforcer son identité et affirmer son image, la Collectivité de Corse peut être amenée à commander la création d'une identité sonore qui sera reprise dans les annonces radio, les serveurs vocaux, les séminaires, les vidéos, internet et les applications mobiles. Cette identité sonore pourra être déclinée suivant plusieurs formats adaptés au besoin (virgule, sound design...).

B.14- Création ou modification d'un message audio

Par ailleurs, le media audio est souvent utilisé par la Collectivité de Corse pour toucher ses publics cibles. La Direction de la Communication institutionnelle peut être amenée à commander la création originale d'un message audio s'intégrant dans une campagne dont la stratégie et le message seront définis ou devoir modifier un message existant dans un objectif de réactualisation.

Ce support audio pourra intégrer jusqu'à deux voix au maximum et intégrera de la langue corse.

Ces prestations sont livrées à minima au format MP3, en téléchargement, sur clé USB entièrement libres de droit ou sera directement adressé à la régie publicitaire de la CdC.

Le spot pourra durer 20 ou 30 secondes, selon la campagne.

SUPPORTS DIGITAUX, DISPLAY, SOCIAL MEDIA ET WEB DESIGN

B.15- Création de display web

La Collectivité de Corse communique également sur le web et marque sa présence par la diffusion de bannières sur des sites identifiés pour relayer son action, des sites partenaires ou les sites de ses délégataires.

La Direction de la Communication institutionnelle pourra demander une déclinaison du visuel générique d'une campagne selon les codes usuels digitaux sur l'ensemble des formats courants de displays (megabanner 728X90 px, Pavé haut 300X250 px, Grand angle 300X600 px, Skyscraper, Pavé bas 300X250 px, Megaskyscraper 160X600 px, Megabanner bas 728X90 px, Billboard 970X250 px).

D'autres formats moins conventionnels, comme l'habillage de pages, le footer, la création de reco contenus, le native article ou l'overlay image pourront également être demandés.

Pour chacune de ces réalisations le prestataire devra s'assurer de la qualité responsive design de sa prestation et fournir un fichier optimisé pour le web, au format demandé par la Direction de la Communication institutionnelle, ainsi que les fichiers sources ayant servis à l'élaboration du fichier définitif.

On distinguera deux types de prestations :

- une création originale statique
- une création originale animée

B.16 (ou B.3) Mise au format des documents print ou web design : adaptation, mise à jour, mise au format

AF

Cahier des charges valant acte d'engagement

Cette prestation concerne des adaptations mineures de documents existants pouvant porter sur des changements de formats, des corrections de textes, des changements d'images ou de logos dans le cadre d'une mise à jour des outils de communication existants (corrections minimales ou mise au formats de travaux existants).

B.17- Création de campagne social media

Présente sur les réseaux sociaux, la Collectivité de Corse souhaite développer sa notoriété et renforcer le lien avec ses différentes communautés.

Dans ce but, la Direction de la Communication institutionnelle peut commander au titulaire le développement de contenus social media, comme la création de visuels ou infographies faisant l'objet d'un post à part entière.

Une bonne connaissance et le respect des codes social media sont essentiels pour ce type de création ainsi qu'une bonne rapidité d'exécution et de mise en œuvre.

La commande concernera la création d'un ensemble cohérent de post à partir d'éléments fournis par la Direction de la Communication institutionnelle, photos ou contenus à mettre en scène dans le but d'en optimiser la compréhension et l'impact et de susciter des engagements.

Le titulaire devra fournir une piste créative, qui servira de base de création d'un ensemble de dix post au maximum. Ces posts seront fournis dans le format de fichier appropriés pour les médias web visés (twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêts à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

B.18 Création de publication unique social media

Cette prestation concerne la conception / création d'un seul post. Il s'agira d'une infographie ciblée utilisant les codes graphiques social media.

Ce post sera fourni dans un format de fichier appropriés pour les médias web visés (twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêt à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

B.19- Création de webdesign

Jeune institution, la Collectivité de Corse doit se doter d'outils digitaux et affirmer sa présence sur le web. La Direction de la Communication institutionnelle souhaite s'adjoindre des compétences de web design pour l'accompagner dans le développement de ces outils.

La prestation attendue comporte :

- un benchmark correspondant à l'étude des usages pour la réalisation faisant l'objet de la commande, qui sera présenté dans un fichier Powerpoint ou PDF,
- une recommandation sur les propositions envisagées en terme d'ergonomie, d'expérience utilisateur, d'usage et de web design ;
- deux pistes créatives matérialisées par des maquettes au format pdf pour un ensemble de 3 pages principales du projet.

Ces projets digitaux peuvent concerner la partie DGA Santé-social du site institutionnel de la Collectivité de Corse, un site satellite, un site événementiel ou une application.

B.20 Adaptation de template existant

La Direction de la Communication institutionnelle peut être en mesure de demander la modification d'un template existant pour une mise en cohérence avec une nouvelle charte graphique ou pour une

Cahier des charges valant acte d'engagement

déclinaison du template en vue d'une utilisation au sein d'un site satellite ou événementiel. Ces adaptations ou modifications sont minimales et ne doivent pas engendrer de développement mais une simple modification des styles CSS et l'intégration d'un logo.

ÉVÉNEMENTIEL, SIGNALÉTIQUE

B.21- Conception d'une exposition d'information

Dans le cadre de sa compétence sociale santé, la Collectivité de Corse est amenée à présenter à ses publics des informations relatives aux dispositifs qu'elle met en œuvre.

Les expositions d'information réalisées dans le cadre de cette compétence devront faire l'objet d'une conception spécifique pour une mise en valeur des éléments d'information de façon didactique et exhaustive en respectant l'identité graphique définie antérieurement pour le projet.

Le prestataire proposera une piste créative présentant trois types de panneaux significatifs de l'ensemble de l'exposition. L'ensemble des panneaux devra être livré au format pdf haute définition et suivant les contraintes techniques liées à l'impression définies par la Direction de la Communication institutionnelle, ainsi que l'ensemble des fichiers sources libres de droit.

On distinguera 2 niveaux de prestations en terme de besoin en exposition :

- Prestation simple : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition exécuté et fourni dans un format de fichier haute définition destiné à la fabrication des différents panneaux d'exposition. 1 livrable correspondra à la réalisation des fichiers prêts à envoyer pour fabrication de 5 panneaux d'exposition.
- Prestation complète : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition et la fabrication des supports de ces panneaux d'exposition, qui devront être facilement pliables et transportables. 1 livrable correspondra à la réalisation d'1 panneau d'exposition imprimé.

PARTIE C – CRÉATION DE FILM D'ANIMATION OU MOTION DESIGN

C.1- Création de film d'animation ou motion design

Dans ses actions de communication ou de sensibilisation, la Direction de la communication peut avoir besoin de films d'animation ou motion design s'inscrivant dans le cadre d'une campagne, ou portant sur une action ponctuelle.

On entend par motion design, l'animation d'éléments graphiques comme des images, des pictogrammes, de la typographie, ou des objets 3D, le tout synchronisé sur du son.

Ces animations devront répondre au cahier des charges fourni par la Direction de la Communication institutionnelle en termes de cibles, message et spécifications techniques. Ils devront respecter les codes graphiques définis au préalable par la charte graphique de la CdC ou du domaine de compétence concerné.

La commande pourra concerner différents types de motion design comme une animation flat design, une infographie animée motion design, du mix media, de l'animation traditionnelle, de l'animation 2D ou 3D, de l'intégration d'images vidéo d'illustrations, ou de la typographie animée de type flying logo, etc.

Le titulaire devra proposer un script et un moodboard permettant de donner une idée de l'univers et de la tendance qui sera utilisée dans l'animation graphique. Pour cela, le prestataire présentera au moins deux mises en scène afin de permettre à la Direction de la Communication institutionnelle de faire un choix et d'en retenir une.

Le Motion Designer élaborera alors un storyboard permettant, grâce à des illustrations, de se représenter visuellement l'ensemble des plans qui constitueront la vidéo et un script.

Cahier des charges valant acte d'engagement

Pendant la production, il est attendu du prestataire des animatics qui montreront les avancées et permettront de valider au fur et à mesure l'ensemble du travail.

Le prestataire assurera l'ensemble des tâches liées à la pré-production et la post-production, à la mise aux différents formats et à la compression des fichiers pour leur exploitation sur les différents supports de diffusion déterminés par la Direction de la Communication institutionnelle.

La prestation comprend la réalisation du master HD sur CD, et la livraison des fichiers vidéo aux formats nécessaires pour la diffusion selon les modalités déterminées par la Direction de la Communication institutionnelle sur l'ensemble des canaux, réseaux et terminaux d'utilisation et de diffusion.

L'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des prestations (réunions, propositions, corrections, rédaction de script, réalisation d'un storyboard, transmissions de fichiers, étalonnage, mises aux formats, post-production) sont réputés inclus dans les prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaires.

Le prestataire retenu cèdera l'intégralité des droits à la propriété intellectuelle de sa production.

La Collectivité de Corse, en tant que commanditaire de l'œuvre, acquiert les droits du film produit.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas faire usage du film produit que ce soit à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable de la Collectivité de Corse.

Les images fournies par le titulaire du marché devront être libres de droits. Le titulaire devra vérifier avant toute utilisation d'image que les droits nécessaires à la bonne exploitation de l'image sont acquittés auprès de son auteur et obtenir, le cas échéant les autorisations de diffusion.

La Collectivité de Corse agissant ici comme un producteur, est également propriétaire de la diffusion du film produit et libre de sa reproduction dans le respect du droit moral de l'auteur, c'est-à-dire sans altération.

Le film doit pouvoir être utilisé sur plusieurs années. Il ne devra donc pas comporter de messages ou d'images susceptibles d'évoluer rapidement.

Les livrables seront remis sur support numérique (disques durs). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

La vidéo devra intégrer la langue corse (bilinguisme).

PARTIE D : REUNIONS, SUIVI TECHNIQUE, FOURNITURE DE PHOTOS, DÉLAIS

D.1- Réunion de travail

Cette réunion peut concerner la présentation d'un brief ou d'un cahier des charges par la Direction de la Communication institutionnelle, un brainstorming ou une assistance à la conceptualisation de la demande, intégrant le directeur artistique et les chargés de projets concernés. Elle peut se tenir dans les locaux de la Direction de la Communication institutionnelle, de la DGA Social Santé, dans les locaux de l'agence ou en visioconférence.

Elle correspond à une durée au maximum égale à une demi-journée.

D.2- Suivi de fabrication

Le titulaire se chargera de l'envoi des fichiers pdf au service de reprographie interne de la CdC ou à l'imprimeur choisi par la CdC ou suivant le process sécurisé et validé par ce dernier, ainsi que de la gestion des allers et retours jusqu'au BAT d'impression. Ce dernier fichier de BAT sera envoyé à la Direction de la Communication institutionnelle en même temps que chez l'imprimeur.

D.3 Fourniture de photo

Le titulaire devra être en mesure de doter l'ensemble de ses productions de photos adéquats, achetées sur des banques d'image ou réalisées in situ.

DF

Cahier des charges valant acte d'engagement

D.4- Délais de réalisation et travaux urgents

Pour chaque type de prestation, le délai normal maximum d'exécution est mentionné en début de chaque partie.

Délai normal de réalisation : le délai normal maximum de réalisation est de huit (8) jours ouvrés pour la partie A de conception et de cinq (5) jours ouvrés pour la partie B d'exécution.

En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente. Ce délai d'exécution est alors de 24 heures à compter de la réception du brief rédigé par la Direction de la communication de la CdC.

Un coefficient de majoration des prix, intégré au BPU, est alors appliqué au prix de la prestation concernée

3 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1 La mission confiée au prestataire aura pour objet :

- **Le suivi du projet avec la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse jusqu'au BAT.**

L'exécution de toutes les étapes de la conception à la réalisation graphique des supports de chaque campagne ou opération (définition d'un principe créatif, réalisation des mises en page, saisies et corrections des textes et des images, calibrage et montage, maquette) énumérées et détaillées ci-dessus, se fera en collaboration et sous le contrôle de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse.

Les textes seront fournis par la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse. Les images ou illustrations seront à fournir par le prestataire retenu.

Le prestataire retenu fournira :

- La conception graphique et la réalisation de chaque support de communication jusqu'à l'épreuve finale autant de fois que les relectures l'imposent.
- La fourniture, lors de la finalisation du projet, du fichier numérique au format PDF HD certifié pour Bon A Tirer à la direction de la Communication de la CdC avec ses différentes versions ;
- La fourniture d'un CD, ou tout autre support de stockage approprié, comportant les fichiers sources/natifs (ai, eps etc.), les fichiers web, xml (etc.) des publications, en fin de période.
- La déclinaison de tous les supports de communication pour les formats web.

- **La présentation de la maquette définitive de chaque support, avant impression, pour BAT définitif par la Direction de la Communication**

L'agence devra rendre compte de l'avancement des prestations, à chaque étape, lors de la réalisation graphique des documents et de l'exécution technique à l'équipe de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse. Le prestataire retenu remettra à l'imprimeur ou au service de reprographie les fichiers prêts à flasher et/ou à imprimer, après validation et remise des BAT sur chaque maquette par la Direction de la communication de la CdC et selon les contraintes techniques énoncées par l'imprimeur ou le service reprographie de la CdC.

Clause Importante

Le prestataire du marché devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication nécessaires à sa réédition (exécution des cartes de vœux et des intercalaires, supports web, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché.

Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live, Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .jpeg,...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

Cahier des charges valant acte d'engagement

- **La coordination et le suivi technique des projets, de la création graphique jusqu'à la livraison.**

Le suivi technique d'impression : le prestataire assurera le suivi technique d'impression (offset ou numérique) de l'ensemble des supports de communication avec le prestataire impression pour le compte de la CdC ou en interne avec le service de la reprographie de la CdC. Il devra assurer sur site, le suivi et la coordination des étapes de photogravure et d'impression, et le contrôle des calendriers de réalisation des différents intervenants jusqu'à la livraison des documents, en se rendant sur place en vérifiant les films et l'impression quelquesoit le lieu d'implantation de l'imprimeur. Aucune impression ne pourra être réalisée sans validation de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse, par un BAT (Bon à Tirer) de la maquette présentée par le titulaire ; et d'une épreuve certifiée de cromalin, Ozalide etc., réalisée par l'imprimeur en cas d'impression offset. Cependant, la majorité des impressions devront être conçues pour être imprimées en interne, par le service reprographie de la Collectivité de Corse. Le titulaire devra se rapprocher du service de la reprographie d'Ajaccio ou de Bastia pour définir les formats et contraintes d'impression numérique qui lui sont offertes dans le cadre de ce procédé en interne.

L'agence retenue devra, dès l'attribution du marché, désigner la personne responsable de ce suivi. L'agence devra également se charger du suivi de livraison de l'ensemble des produits.

Relations agence - imprimeur : transmission des éléments et suivi technique

Le prestataire retenu remettra à l'imprimeur désigné par la Collectivité de Corse ou au service de la reprographie de la CdC l'ensemble des prestations en fichiers prêts à flasher ou à imprimer, après validation et remise des BAT sur les différentes maquettes par la Direction de la Communication.

L'exécution de toutes les étapes de photogravure et d'impression des supports de communication créés se fera en étroite collaboration et sous le contrôle du service Communication et du titulaire du marché. Ce dernier assurera le suivi technique de calage, d'impression et de fabrication des supports de communication, des différentes étapes de réalisation des prestations et le contrôle des calendriers de réalisation des intervenants.

La personne publique fera connaître le nom du titulaire chargé de la conception graphique au titulaire de l'impression dès leur attribution.

Flashage éventuel et impression

L'imprimeur retenu ou le service reprographie fera connaître au titulaire et à la Direction de la Communication de la CdC ses besoins en termes de transmission des éléments graphiques : fichiers prêts à flasher ou à imprimer ainsi que toute contrainte supplémentaire nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

L'exécution de toutes les étapes de flashage, si nécessaire, et d'impression de l'ensemble de la prestation se fera en étroite collaboration et sous le contrôle de la Direction de la Communication et du titulaire du marché qui assurera le suivi technique et de fabrication.

L'impression des prestations ne pourra varier de plus de 5 % par rapport aux instructions techniques et éléments de photogravure.

Conditionnement et transport des prestations

Le titulaire s'occupera de la livraison de chaque livrable à la Direction de la Communication ou à la DGA Santé social de la CdC. Si nécessaire, il devra proposer et réaliser un conditionnement solide des prestations réalisées, de nature à garantir le transport en parfait état jusqu'au lieu de destination. Le titulaire assumera l'entière responsabilité des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et de livraison.

Les risques afférents au transport lui incombent.

Pour les supports digitaux et films

Les films motion design et autres livrables seront fournis en haute définition : rushs en format natif sans compression, le film monté en format natif et en format compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). La haute définition doit permettre de conserver une qualité

DF

Cahier des charges valant acte d'engagement

irréprochable à l'usage, et dans le temps. Ils seront remis à la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse sur support numérique.

4 - DISPOSITIONS DIVERSES

Lieu d'exécution : Corse

Délai d'exécution /durée de validité : 12 mois

Délai de validité des offres : 90 jours

Forme du marché : Marché à procédure adaptée à bons de commande, non alloti.

Décomposition du marché en tranches ou en lots : non

Critères de sélection des offres : Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants et pondérés, dans l'ordre décroissant :

1^{er} critère : Valeur technique (70%) appréciée au regard des 2 ébauches de prémaquettes demandées et de l'argumentaire de chaque principe créatif proposé.

2^e critère : Coût de la prestation (30%).

et donnera lieu à un classement des offres.

L'analyse des offres s'effectue par l'attribution d'une note de 0 à 20 pour chaque critère auquel est appliqué le coefficient mentionné, selon la formule suivante :

Notation critère Prix : $N = 20 \times \text{montant meilleure offre} / \text{montant de l'offre}$

Notation critère Technique : $N = 20 \times \text{valeur de l'offre} / \text{valeur meilleure offre}$.

Conditions particulières d'exécution : Les prestations devront être exécutées conformément à la description ci-dessus. L'exécution des prestations se fera à partir de l'émission des premiers bons de commande dès la notification du marché.

Négociation : Les conditions de négociation sont les suivantes :

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier.

Le cas échéant, une négociation aura lieu dans le respect des principes énoncés dans le code des marchés public. La négociation assurera aux candidats l'égalité de traitement tout au long de la procédure, et la transparence de cette procédure. L'acheteur veillera à la traçabilité des échanges effectués avec chacun des candidats, ainsi qu'à les maintenir à un même niveau d'information. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix.

Toutefois, l'acheteur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Réparation des dommages : Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Assurances : Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début

Cahier des charges valant acte d'engagement

d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Conditions de réception/admission :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG PI.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

5 - PRIX

Accord cadre à bons de commande articles 2123-1, 2125-1 et R. 2162-1, 2162-6 du Code de la commande publique.

Création et réalisation d'outils de communication
multi-supports dans le cadre de la compétence sanitaire et sociale
de la Collectivité de Corse

MARCHE N°

Montant global TTC de la solution de base : Minima 5 000 € HT- Maxima 39 500 € HT

- Décomposition par intervenants en cas de groupement :

Statut	Objet de la prestation	Part (%)	Montant HT
Mandataire			€
Cotraitant 1			€
Cotraitant 2			€

Sous-traitance envisagée et déclarée en cours d'exécution :

Nature de la prestation	Montant HT
	€

Le fournisseur doit renseigner le détail de sa (ses) proposition(s) dans le bordereau des prix ci-après.

NP

Cahier des charges valant acte d'engagement

Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires

Société :

Adresse :

Personne à contacter :



Pôle de Suartello II – Route de Mezzavia - 20090 AJACCIO

Tél: 04.95.10.70.74 - Fax : 04.95.10.70.83

www.eventcom.fr

NATURE DES PRESTATIONS	QUANTITE	PRIX H.T.	PRIX T.T.C.
A- ÉLABORATION D'UN CONCEPT OU D'UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION SANTE SOCIALE			
A.1- Elaboration d'un concept de campagne	1 livrable	1500,00	1809,00
A.2- Conception d'un concept créatif	Simple - 1 livrable	2000,00	2409,00
	Elaboré – 1 livrable	2500,00	3009,00
A.3- Conception d'une identité visuelle	Simple - 1 livrable	1500,00	1809,00
	Elaboré – 1 livrable	2000,00	2409,00
A.4- Conception d'une charte éditoriale	1 livrable	1000,00	1209,00
A.5- Création de logo	Création de logo – 1 livrable	1000,00	1209,00
	Création de déclinaison – 1 livrable	500,00	609,00
A.6- Recherche et conception de nom	1 livrable	500,00	609,00
A.7- Création d'une signature ou d'un slogan	1 livrable	500,00	609,00
A.8- Elaboration d'une charte graphique	Simple : grille de construction du logo et livre de normes	1000,00	1209,00
	Elaborée : simple + déclinaison éditions, papeterie, supports de com et signalétique	1500,00	1809,00
A.9- Cession des droits	Forfait par campagne/concept	1500,00	1809,00
TOTAL PARTIE A		17000,00	20409,00
B- RÉALISATION GRAPHIQUE DES SUPPORTS, RÉDACTION, SUPPORTS AUDIOVISUELS			
B.1- Création d'un support de communication pour document unique <i>A partir de A.1 ou A.2</i>	Affiche, flyer, dépliant, support événementiel < format A2	300,00	360,00
	Panneau d'expo ou grand format pour support événementiel < A0	200,00	240,00

105

Cahier des charges valant acte d'engagement

	Panneau expo > A0	200,00	240,00
B.2- Création d'un support de communication pour document de plusieurs pages <i>A partir de A.1 ou A.2</i>	Type plaquette de 2 à 16 pages	500,00	600,00
	Type plaquette > 16 pages	800,00	960,00
B.3 et B-16- Déclinaison et mise au format (MOF)	1 livrable	300,00 / livrable	360,00
	Forfait de 10 livrables	2500,00	3000,00
B.4- Création message court	75 mots maximum, 2 propositions, incluant de la langue corse	500,00	600,00
B.5- Conception et rédaction de contenus	De 1 à 8 feuillets (1 feuillet : 1500 signes) print ou web	500,00	600,00
	Au-delà de 8 feuillets (rédaction par multiple de 8 feuillets)	800,00	960,00
B.6- Réécriture de contenus	De 1 à 8 feuillets (1 feuillet : 1500 signes) print ou web	150,00	180,00
	Au-delà de 8 feuillets (rédaction par multiple de 8 feuillets)	1200,00	1440,00
B.7- Création d'une illustration	livrable	500,00	600,00
B.8- Création de pictogrammes	Forfait de 5 pictos	750,00	900,00
	Picto supplémentaire	150,00	180,00
B.9- Création d'une infographie, plan d'accès, plan de masse, reprise de cartographie	1 livrable	500,00	600,00
B.10- réalisation Power point ou Word : création de modèle	1 livrable	500,00	600,00
B.11- Présentation Powerpoint : 20 slides	1 livrable	500,00	600,00
B.12- Création d'un diaporama animé	1 livrable	500,00	600,00
B.13- Création sonore : virgule, sound design	livrable	500,00	600,00
B.14- Création d'un spot radio de 20' ou 30'	1 spot 20'	450,00	540,00
	1 spot 30'	600,00	720,00
B.15- Web design : création displays web toutes dimensions – format standard ou HTML	Display statique	500,00	600,00
	Display animé	1000,00	1200,00
B.16- Déclinaison et mise au format	forfait	300 / livrable	360,00

AF

Cahier des charges valant acte d'engagement


B.17- Création campagne social media de 10 publications	forfait	1000,00	1200,00
B.18- création d'une publication unique pour réseaux sociaux	1 livrable	150,00	180,00
B.19- Web design : création d'un blog adaptable sur le site	1 livrable	1500,00	1800,00
B.20- Web design : création d'un template adaptable sur le site	1 livrable	500,00	600,00
B.21- réalisation d'une exposition d'information de 5 panneaux d'expo	Prestation simple	500,00	600,00
	Prestation complète	750,00	900,00
TOTAL PARTIE B		18 800,00	22 560,00
C – CRÉATION DE FILM D'ANIMATION, OU MOTION DESIGN			
C.1- création de film d'animation, motion design			
Création d'un scénario, script, storyboard original	Forfait par Equivalent film	500,00	600,00
Réalisation de l'animation, motion design	Equivalent film 30 sec	1500,00	1800,00
	Tranche supplémentaire Equivalent film 15 sec	500,00	600,00
Création habillage sonore - musique, sound design / achat	Forfait par Equivalent film	350,00	420,00
Insertion d'effet spéciaux 2D et/ou 3D, insertions d'images vidéos et/ou photos, insertion d'infographies, d'illustrations	Forfait par incrustation d'élément	180,00	216,00
Version en langue étrangère voix off	Forfait par Equivalent film	750,00	900,00
Version audiodescription pour malvoyants ou sous-titrage langue étrangère (hors achat prestation traduction)	Forfait par Equivalent film	750,00	900,00
Sous-titrage	Forfait par Equivalent film	750,00	900,00
Cession des droits	Forfait par Equivalent film	1000,00	1200,00
TOTAL PARTIE C		6 280,00	7 536,00
D- REUNIONS, SUIVI TECHNIQUE, FOURNITURE DE PHOTOS			
D.1- Réunion de travail	Forfait par ½ journée	350,00	420,00
D.2- Suivi de fabrication et de livraison	Forfait par campagne	350,00	420,00

MF

Cahier des charges valant acte d'engagement

D.3- Fourniture de photos	Forfait pour 5	250,00	300,00
	Forfait pour 10	500,00	600,00
D.4- Coefficient de majoration (%) -délai de réalisation urgente (24 heures)		25	%
TOTAL GENERAL A, B, C, D,	Faire le total des lignes grisées	43030,00	51636,00

A Ajaccio....., le 03/02/2022

<p>Pour le fournisseur,</p> <p>Le représentant légal</p> <p>Dressé par :</p> <p>Le 3/02/2022 à Ajaccio.</p> <p>Signature et cachet de l'Entreprise :</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  <p>SARL Groupe Conseils Loisirs</p> <p>EVENT'COM</p> </div>	<p style="text-align: center;">Lu et approuvé</p> <p style="text-align: center;">Pour le pouvoir adjudicateur,</p> <p style="text-align: center;">P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation,</p> <p>Signé le à Ajaccio</p>
---	--

Pôle de Suartello II – Route de Mezzavia - 20090 AJACCIO
Tél: 04.95.10.70.74 - Fax : 04.95.10.70.83
www.eventcom.fr
Siret n° 4324211210026 – TVA intra FR 22 432421121

Cahier des charges valant acte d'engagement

6. DISPOSITIONS DIVERSES (SUITE)

Pièces constitutives du marché :

- Le présent projet de marché à compléter et à signer sans modification ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) des marchés publics de prestations intellectuelles (issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

Pièces à fournir à l'appui de l'offre :

- le présent projet de marché complété et signé,
- le bordereau des prix complété et signé,
- un RIB,
- une attestation fiscale au 31/12/2021,
- une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF,
- le DC1,
- le DC2,
- une présentation des moyens de l'entreprise (matériels et humains) mis à disposition pour la réalisation des prestations, notamment l'équipe dédiée pour la réalisation des prestations dans les délais impartis.
- Conformément à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail : la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Une attestation d'assurance en cours de validité : le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

Pour la consultation, les soumissionnaires devront fournir obligatoirement :

- Une ébauche de prémaquette sur chacun des deux sujets traités dans le secteur sanitaire et social par la Collectivité de Corse (cf. annexes 1 et 2) :
 - o Visuel générique de la manifestation : Les Assises de la Santé, édition 2022
 - o Ebauche de logo de l'Observatoire territorial des violences faites aux femmes,
- assortis des 2 argumentaires explicitant les principes créatifs retenus.

Conditions d'envoi ou de remise des plis :

L'enveloppe devra contenir les pièces justificatives de la candidature et de l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle - 22 Cours Grandval – 20187 AIACCIU cedex 1 ;

ou, s'ils sont envoyés par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle - 22 Cours Grandval BP 215 - 20187 AIACCIU cedex 1 ;

Le pouvoir adjudicateur accepte le dépôt des plis par voie électronique :

la remise des plis par voie électronique est acceptée aux courriels suivants :
laurence.tommasi@isula.corsica ; clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessous ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

nf

Cahier des charges valant acte d'engagement

L'offre devra être transmise :

Par dépôt ou voie postale

**à la Collectivité de Corse - Direction de la Communication
institutionnelle, 22 Cours Grandval - BP 215 - 20 187 AIACCIU cedex 1,**

ou par voie électronique : laurence.tommasi@isula.corsica ; clothilde.bujol-biancardini@isula.corsica

Avant le : mardi 8 février 2022 à 18h00

6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Conditions de règlement/échancier : Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Type de prix : Mixte

Nature des prix : Ferme

Conditions de paiement : Le paiement est effectué par mandat administratif (virement bancaire). Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture ou mémoire sur certificat de service fait.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Présentation des demandes de paiement et facturation :

Dans le cadre de marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les factures afférentes à ce marché devront être déposées sur le portail CHORUS PRO – CODE SERVICE : WFCOM01

Les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

RF

Cahier des charges valant acte d'engagement

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

RIB à compléter :

Compte à créditer

(à compléter par le fournisseur)

: Bénéficiaire :



RIB :

LCL AJACCIO SALINES
30002 - 02814 - 071058R - 25

Périodicité des paiements : Paiement par mandat administratif sur service fait.

Pénalités : Les dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG PI s'appliquent.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 20. 4 du CCAG PI et par application de la formule suivante :

$V \times R$

$P = \frac{V \times R}{1000}$

1 000

dans laquelle : P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur ;

A cet effet, le titulaire devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication (affiche, plaquette, dépliant, couvertures, pages de textes, panneaux, papier en-tête, formulaires, publicités et ses

RG

Cahier des charges valant acte d'engagement

adaptations presse ou affichage, supports Web : bandeaux, pages internet statiques, pages interactives, formulaires d'inscription, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché. Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live, Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .ai, .psd...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques.

Les vidéos seront fournies en haute définition. Les rushes en format natif sans compression, les films montés en formats natifs et en formats compatibles avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). Ils seront remis sur support numérique (disques durs), par voie postale ou en main propre. La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

8. GARANTIES ET OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Les dispositions prévues à l'article 5 du CCAG PI s'appliquent.

9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION ET GARANTIE

Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG PI.

Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Garantie

Conformément à l'article 30 du CCAG PI, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

10. RESILIATION

Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %. En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

11. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière.

DF

Cahier des charges valant acte d'engagement

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia, villa Montepiano, F-20407 Bastia cedex 1. Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges, bd Paul Peytral, F-13282 Marseille cedex 20.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Collectivité de Corse - Direction des Affaires Juridiques, 22 Cours Grandval BP 215, F-20187 Ajaccio cedex 1.

Cahier des charges valant acte d'engagement

ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

Engagement,

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'exécution énoncées ci-dessus, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans le présent document,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée en euro.

À, le

Cachet et signature du (des) prestataire(s) :

DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée :

À Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,
Et par délégation,

NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
Le Président du Conseil exécutif de Corse



Cahier des charges valant acte d'engagement

Annexe 1

Fiche de communication Événementiel : Les Assises territoriales de la santé, 2^{ème} édition

Nom : Assises territoriales de la Santé

Lieu : Corti, Università di Corsica

Dates : 1^{ère} édition : 5 et 6 juillet 2019

Heures : 9h30/ 18h00 et 9h30/16h00

Cibles prévisionnelles : 300 invités
Secteurs santé (voir animateurs ateliers),
protocole, élus, service CdC.
Médiatisation : Communication tout public.

Enjeux de l'événement :

- La lutte contre les déserts médicaux,
- La construction d'une trajectoire vers la création d'un Centre hospitalier régional (CHR),
- Le développement de la prévention sanitaire auprès de la population.



Rendre plus efficient le système de santé sur le territoire insulaire, développer une culture de prévention, être à l'écoute des corses et ainsi mieux connaître leurs préoccupations en matière de santé.

Forme :

Le format de ces deux journées pourrait s'articuler autour de deux temps distincts complémentaires :

- Des séances de plénière présentant les actions à mener par la Collectivité,
- Des ateliers de travail sur des thématiques diverses permettant l'émergence et la confrontation d'idées

Programme de la 1^{ère} édition :

DF

Cahier des charges valant acte d'engagement



Vendredi 5 juillet 2019

9h00 : Réception des participants – Accueil café

9h30-10h30 : Ouverture des Premières Assises Territoriales de la Santé

Discours d'ouverture

10h30-11h30 : Séance plénière

Comment la Collectivité de Corse peut-elle intervenir dans l'offre de soins ?

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de la Martinique :

- Francis Carole, Conseiller exécutif territorial de la Martinique chargé des affaires sociales, de la santé et des solidarités.
- Benjamin Garel, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire

Le Centre Départemental de santé de la Saône-et-Loire :

- André Accary, Président du Conseil Départemental de Saône-et-Loire

La fabrique des centres de Santé :

- Dr Richard Lopez, responsable de la Fabrique des centres de santé

11h30-13h00 : Ateliers de travail

Maison de santé pluri-professionnelle :

- Xavier Pieri, Coordonnateur des professionnels de santé libéraux Agence Régionale de Santé de Corse (ARS)
- Dr François Agostini, Médecin généraliste, Président de la Fédération corse des maisons et pôles de santé

Prise en charge du patient psychiatrique en situation de crise :

- Dr Pauline Martin, Pédo-psychiatre du Pôle psychiatrie infanto-juvénile au Centre Hospitalier de Castelluccio
- Dr Nicole Graziani, Cheffe du service de Psychiatrie adultes au Centre Hospitalier de Bastia

Solutions face à la désertification médicale compte tenu des disparités territoriales :

- Dr Jean Canarelli, Président du Conseil de l'Ordre des médecins de la Corse-du-Sud
- Christophe Arena, Directeur de l'Observatoire Régional de la Santé de Corse (ORS)

Bilan de la première année de médecine, perspectives pour une deuxième année :

- Dr Josette Dall'Ava-Santucci, Professeur à l'Université de Médecine Cochin-Port Royal
- Léa Cesari, étudiante, Présidente de l'association Asclepios, Associu di i studenti in salute

13h00-14h00 : Déjeuner sur place

14h00-15h30 : Séance plénière

NT

Cahier des charges valant acte d'engagement

Comment la Collectivité de Corse peut-elle se projeter dans des solutions innovantes ?

Vers une expérience numérique en Corse :

- Dr Pierre Simon, Past-Président de la Société française de la télémedecine

Maison de santé virtuelle, Millesoins la santé sur un plateau :

- Dr Catherine Prioux, Médecin sur le plateau des Millevaches à Faux-la-montagne (Corrèze)

Start-up Papillon, un moyen de lutter contre les déserts médicaux :

- Dr Antoine Prioux, Pharmacien sur le plateau de Millevaches à Bugeat (Corrèze), créateur de la Start-up Papillon

15h30-17h00 : Ateliers de travail

Prévention des maladies émergentes :

- Jean-Baptiste Santoni, Chef du service de la lutte antivectorielle de la Collectivité de Corse
- Josselin Vincent, Direction Santé Environnement, ARS de Corse

Expérience numérique en Corse :

- Dr Augustin Vallet, Médecin généraliste référent du projet Alta Strada (télémedecine), Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins Libéraux (URPS ML)
- Dr Florence Ottavy, Médecin dermatologue Union Régionale des Professionnels de Santé Médecins Libéraux

Accès aux soins de confort et bien être en Corse :

- Laetitia Cucchi, Présidente de l'Association Inseme
- Dr Sauveur Merlenghi, Président de la Ligue contre le cancer de la Corse-du-Sud
- Dr Marie-Hélène Pietri-Zani, Médecin conseil, ARS de Corse

Offre de soins en cancérologie pédiatrique :

- Dr Edeline Coinde, Cheffe de Pôle au Centre Hospitalier d'Ajaccio

Samedi 6 juillet 2019

9h00 : Réception des participants – Accueil café

9h30-10h30 : Séance plénière

Quelle prévention développer sur tous les territoires ?

Parentalité :

- Dr Christine Colin, Professeur titulaire en santé publique à l'Université de Montréal

La prévention chez les personnes âgées :

- Dr Marie-Pierre Pancrazi, Médecin Psychiatre au Centre Hospitalier de Bastia, responsable de l'unité mémoire.

10h30-12h00 : Ateliers de travail

Dépistage et prise en charge précoce du handicap :

- Dr Dominique Constantini-Lutz, Médecin Pédiatre
- Nonce Giacomoni, Président de l'association Espoir Autisme Corse

Parcours de soins et prévention chez les personnes âgées :

- Marie Cianelli, Directrice de l'Autonomie, Collectivité de Corse
- Julie Pantaloni-Baranovsky, Présidente de l'Union Nationale de l'Aide, des soins et des services à domicile (UNA)

Prévention des conduites addictives chez les jeunes :

- Laurent Croce, Directeur de la Protection de l'Enfance, Collectivité de Corse
- Michèle Bellone, Directrice de l'Association LEIA (Lien, Écoute, Initiative, Accompagnement)
- Didier Ramelet-Stuart, Direction Adjointe chargée de la jeunesse, Collectivité de Corse

12h00-14h00 : Déjeuner sur place

Cahier des charges valant acte d'engagement

14h00-14h30 : Séance plénière

Trajectoire vers un CHR en Corse

- o Dr Patrick Metais, Médecin responsable du Département d'Information Médicale du Centre Hospitalier de Bastia

14h30-16h00 : **Restitution des ateliers et présentation des fiches actions**

16h00 : Clôture des Premières Assises territoriales de la Santé

Prestataires associés :

Un prestataire externe pour assistance de maîtrise d'ouvrage (AMO) retenu selon les règles de la commande publique sera en charge, outre la synthèse des travaux menés au cours des Assises, de la réalisation et de l'analyse d'un questionnaire relatif au système de santé insulaire à destination d'un échantillonnage de la population.

Logotype 2^{ème} édition : *cf. fichier du logo en annexe 4.*



LOGO-ASSISES-202
1.pdf

MF

Cahier des charges valant acte d'engagement

Annexe 2

Installation de l'Observatoire des violences faites aux femmes le 9 novembre 2021

Bastia, u 9 di nuvembre di u 2021

CARTULARE DI STAMPA

Installation de l'observatoire territorial des violences faites aux femmes *Installazione di l'usservatoriu territoriale di e violenze fatte à e donne*

***Marti u 9 di nuvembre di u 2021, 9 ore
Palazzu di a Cullettività di Corsica, Bastia***

Lauda Guidicelli-Sbraggia, Conseillère exécutive en charge de la jeunesse, des sports, de l'égalité femmes-hommes, de la vie associative et de l'innovation sociale lance aujourd'hui mardi 9 novembre 2021, l'Observatoire territorial des violences faites aux femmes, à partir de 9h00, au siège de la Collectivité de Corse, salle Jean Leccia, à Bastia.

L'observatoire territorial des violences faites aux femmes, basé à Bastia, se définit comme une structure de partenariat entre les collectivités, les services de l'Etat implantés sur le territoire insulaire et les différents acteurs intervenants auprès des femmes victimes de violences, notamment les professionnels et les associations.

L'une des principales missions de cet observatoire est de renforcer la connaissance et l'expertise des suivis sur les violences faites aux femmes en Corse.

La mise en place de ce nouvel outil résulte d'un engagement politique fort du Conseil exécutif de Corse et de la majorité territoriale dans la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes.

Des intervenants spécialisés

Ernestine RONAI est responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, co-présidente de la Commission violences au Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, coordinatrice nationale de la lutte contre les violences faites aux femmes au sein de la MIPROF (Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains). Accompagnée d'Édouard DURAND, juge des enfants, elle dirige le Diplôme universitaire, Violences faites aux femmes à l'université Paris VIII. Mme RONAI est également l'auteure de trois ouvrages de référence : *Violences sexuelles, en finir avec l'impunité* ; *Violences conjugales, le droit d'être protégée*, avec Édouard Durand ; *Violences conjugales, un défi pour la parentalité*, sous la direction de Karen SADLIER.

nf

Cahier des charges valant acte d'engagement

Linda TROMELEUE est psychologue clinicienne, spécialisée dans la prise en charge des victimes de violences intra et extra familiales. Elle s'investit par ailleurs dans le milieu carcéral. Linda Tromeleue travaille avec plusieurs associations et avec les SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de probation) du Val d'Oise et des Yvelines. A ce titre, elle œuvre auprès d'auteurs de violences conjugales au sein de différentes prisons.

Le programme de la journée du mardi 9 novembre 2021

9h00 : Accueil et installation de l'Observatoire

9h15 : Allocutions des élus

10h00 : Intervention d'Ernestine Ronai sur le rôle de l'observatoire qu'elle préside en région parisienne

Pause presse

10h30 : Intervention de Linda Tromeleue sur les violences faites aux femmes : définition, sources, mécanismes

11h30 : Echanges avec la salle

12h30 : Pause-déjeuner – buffet offert dans les salons d'honneur

14h00 : Allocution de Lauda Guidicelli-Sbraggia, Conseillère exécutive en charge de la jeunesse, des sports, de l'égalité femmes-hommes, de la vie associative et de l'innovation, pour la mise en place du comité d'orientation et de coordination

14h15 : première réunion du comité d'orientation et de coordination : attentes des partenaires par rapport à l'observatoire, état des lieux des violences conjugales et analyse sur les violences sexuelles chez les jeunes

16h00 : Fin.

• Contexte

Selon les chiffres qui recensent les violences faites aux femmes de 2021, 93 femmes ont été tuées et 220 000 ont été victimes de violences physiques et sexuelles (au 18 octobre).

La Corse n'est pas épargnée par ce phénomène, environ 600 cas de violences intrafamiliales sont recensés annuellement. La Haute-Corse est classée 52^{ème} sur 101 départements. Dix féminicides ont ainsi été recensés sur l'île en 12 ans.

Il s'agit là des chiffres des violences constatées mais ils ne sauraient représenter l'état réel des violences envers les femmes puisqu'on estime que seulement 20% d'entre elles osent porter plainte.

Dès son arrivée aux responsabilités en décembre 2015, le Conseil exécutif de Corse et la majorité territoriale ont souhaité s'emparer de cette problématique. La Commission en charge des problématiques de violence, alors présidée par Anne-Laure Santucci, a en effet ciblé cette question dans ses orientations stratégiques adoptées en 2016.

Des travaux ont ainsi été engagés sur le sujet, notamment à travers une série d'auditions des principaux acteurs, et les conclusions de la commission, rendues en mai 2019, ont mis en évidence la nécessité de mettre en place une structure partenariale afin d'améliorer les réponses apportées aux différents besoins des victimes de violences sur le territoire.

Par délibération n° 18-300 AC du 27 juillet 2018, l'Assemblée de Corse a adopté le principe de la création d'un observatoire territorial des violences faites aux femmes en Corse, confirmé par la délibération N°19-151 AC du 23 mai 2019.

Le Conseil exécutif de Corse a depuis lors travaillé à la mise en place d'un observatoire au sein de la Collectivité de Corse, dans le cadre d'une politique d'innovation sociale pensée en cohérence avec les besoins de notre territoire.

L'observatoire territorial des violences faites aux femmes a été doté d'une équipe administrative et a pu commencer à fonctionner en mars 2021. Son inauguration a quant à elle dû différer en raison de la période électorale.

Cahier des charges valant acte d'engagement

Une page web dédiée à l'observatoire territorial des violences faites aux femmes a d'ores et déjà été mise en ligne sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Elle est accessible via un onglet disposé sur la page d'accueil du site www.isula.corsica, ou à l'adresse suivante :

www.isula.corsica/observatoireterritorialdesviolencesfaitesauxfemmes/

Elle est à ce jour composée de quatre rubriques (Présentation de l'observatoire ; « Victime, Que Faire ? » ; Annuaire ; Actualités/Manifestations) et a vocation à être développée et enrichie par les travaux de l'observatoire.

• Les différentes missions de l'Observatoire territorial

La structure est composée de trois entités :

- une structure permanente ;
- un comité de coordination et de concertation ;
- des groupes de travail organisés par thématique.

L'une des principales missions de l'observatoire territorial est de renforcer la connaissance et l'expertise des suivis sur les violences faites aux femmes en Corse.

L'action de l'observatoire vise ainsi à améliorer la connaissance de ces problèmes sur l'ensemble du territoire insulaire, à renforcer le partenariat entre les différents acteurs et à mettre en place des dispositifs innovants permettant une meilleure prise en charge des femmes victimes et de leurs enfants.

Il s'agit également de développer la culture de l'égalité femmes-hommes dès le plus jeune âge avec des actions visant à sensibiliser et donc à lutter contre les différentes formes de violences faites aux femmes. Ces actions de sensibilisation et de formation s'envisageront dans tous les milieux, de l'école au milieu professionnel et sportif, en concertation avec les partenaires (éducation nationale, associations...)

La Collectivité de Corse s'engage, à travers cet outil, à mettre en œuvre et soutenir toutes les actions visant à identifier, prévenir, sensibiliser la société insulaire face à ces problématiques, mais aussi à protéger les femmes confrontées à toutes les formes de violences.

BRIEF LOGO DE L'INSTITUTION ET IDENTITE VISUELLE

Brief demande de pré-ébauche de logo pour l'Observatoire territorial des Violences faites aux Femmes :

Une des priorités en termes de communication est de doter cette nouvelle institution d'un logo et d'une identité visuelle, en accord avec l'identité de la Collectivité de Corse, son institution dont il dépend.

Le logo devra reprendre le nom complet de l'observatoire, il devra à la fois faire apparaître le mot « violences » mais également être porteur d'espoir. En effet, il ne devra pas avoir de connotation triste mais au contraire s'inscrire dans la résilience, puisque l'observatoire a, dans sa mission première, le renforcement de la connaissance de cette thématique, mais également l'accompagnement des victimes et des acteurs concernés dans ce champ de compétences et enfin l'observatoire peut être force de propositions d'actions vers ces publics.

NS

Cahier des charges valant acte d'engagement

Annexe 2

Observatoire territorial des violences faites aux femmes

Une action de l'observatoire : le violentomètre

A l'occasion des « Orange days », du 25/11 au 10/12/2021, la Collectivité de Corse a diffusé sur ses réseaux sociaux une série de publications consacrées à la thématique des violences faites aux femmes. Ce dispositif a notamment permis de mettre en avant le tissu associatif insulaire ou des outils comme le « violentomètre », destiné à évaluer sa relation.

Le violentomètre peut vous permettre de savoir de quelle nature est votre relation de couple et de pouvoir en parler avec vos proches ou des professionnels si vous êtes dans la zone orange ou rouge.

Cet outil a été créé par les Observatoires des violences faites aux femmes de Seine-Saint-Denis et de Paris, l'association *En Avant Toute(s)* et la Mairie de Paris. L'objectif ? Sensibiliser les jeunes femmes aux violences conjugales.

A to rilazioni pensi di cunnosciala bè ? Fà una prova par via di u Viulenzimetru !

Le consentement, c'est quoi ? C'est le fait de donner son accord de manière consciente, libre et explicite à un moment donné pour une situation précise. Tu peux revenir sur ce choix quand tu le souhaites et selon les raisons qui te sont propres. Tu n'as pas à te justifier ou subir des pressions.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Prendre les décisions les plus importantes	Accueillir les amis, amis et la famille	Avertir les amis	Être content quand tu te sentiras apaisé	Être sûr de toi quand tu es seul	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un	Être sûr de toi quand tu es avec quelqu'un
PROFITE Ta relation est saine quand il...					VIOLENCE, DIS STOP ! Il y a de la violence quand il...										PROTÈGE-TOI, DEMANDE DE L'AIDE Tu es en danger quand il...								
Lutter contre les violences faites aux jeunes femmes																							
Le violentomètre																							

Cahier des charges valant acte d'engagement

Annexe 3

Liste indicative des opérations de communication du secteur sanitaire et social prévues sur l'année 2021-2022

DGA DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	
Intitulé de l'opération et description succincte de l'opération	Description du besoin /actions de communication à mettre en œuvre (événementiel, supports de com, insertions pubs, etc.)
Communication événementielle :	
Lancement de l'Observatoire des violences faites aux femmes	Communication événementielle : Création des supports de communication : affiches, programmes, questionnaires, compte- rendus, etc. Création insertions publicitaires du plan media Presse / digital
2 ^{ème} CoPil du réseau des acteurs sociaux	Communication événementielle
2 ^{èmes} Assises territoriales de la Santé	Communication événementielle
Colloque CPS (Compétences psychosociales)	Communication événementielle
Semaine de la Santé Sexuelle	Communication événementielle
Actions Bien Vieillir	Communication événementielle
Conférence sociale d'aide alimentaire	Communication événementielle
Semaine de la parentalité	Communication événementielle
Création graphique :	
Autonomie : Plaquette d'information sur les CLIC	Création graphique
Harmonisation : Maquettage règlement des aides	Création graphique
Santé : <ul style="list-style-type: none"> - Plaquette IVG médicamenteuse - Plaquette IVG à domicile - Plaquette IVG généraliste - Plaquette Oublie de pilule - Plaquette présentation du CEGIDD - Plaquette lutte anti-tabac - Plaquette triptyque Réseau des sages-femmes (RIMANA) - Kakémono CPEF (5 ex) - Kakémono PMI 	Création graphique
Observatoire Femmes : Livret des violences faites aux femmes	Création graphique
Action sociale : <ul style="list-style-type: none"> - Livret budget MASP 	Création graphique

Cahier des charges valant acte d'engagement

Portail des ressources sociales : Charte graphique Site	Création graphique
Campagne de recrutement sur le métier des Assistants Familiaux : <ul style="list-style-type: none">- Flyer de présentation du métier public- Plaquette détaillée sur l'Assistant Familial Vidéo clip	Création graphique de la campagne de communication

Explications des acronymes :

CEGIDD : CEntre Gratuit d'Information Diagnostic et Dépistage

DASP : Direction de l'action sociale de proximité

DPSPS : Direction de la promotion de la santé et de la prévention sanitaire

Msanté : Mission santé

MHarmonisation : Mission Harmonisation

DA : Direction de l'autonomie

MPréca : Mission précarité

MDynamique terr : Mission schéma d'animation et stratégie des territoires

DPE : Direction de la protection de l'enfance

DGA ASS : Direction générale adjointe des affaires sociales et sanitaires



NF

